



SCHWEIZER BISCHOFSKONFERENZ
CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES SUISSES
CONFERENZA DEI VESCOVI SVIZZERI
CONFERENZA DILS UESTGS SVIZZERS

RAPPORT ANNUEL 2020

JUSTICE ET PAIX



Justitia et Pax

La commission nationale suisse Justice et Paix est une commission faîtière de la Conférence des évêques suisses. Elle est membre de la Conférence européenne des Commissions Justice et Paix (JPE). Depuis le début 2017, le travail de Justice et Paix dépend du nouveau « dicastère pour le service du développement humain intégral » créé par le pape François au Vatican. L'année 2020 a été entièrement conditionnée pour la commission – comme pour beaucoup d'autres – par la pandémie de coronavirus : les séances ont été tenues en ligne tout comme les manifestations, lorsque ces dernières n'ont pas été carrément annulées. Justice et Paix traite des questions éthiques dans les domaines de la politique, du social, de l'économie et de l'écologie. Ses prises de positions éthiques s'appuient sur la conception de l'Homme, de la société et de l'environnement développée dans la doctrine sociale de l'Église. Le travail de Justice et Paix est financé par la participation d'Action de Carême au financement de la pastorale en Suisse.

Membres

Thomas Wallimann-Sasaki,

président a.i., Ennetmoos (NW)

P. Tobias Karcher SJ, Bad Schönbrunn, Edlibach (ZG)

Prof. Dr. Peter G. Kirchschräger, Lucerne

Dr. Lucrezia Meier-Schatz, Neckertal – St. Peterzell (SG)

Dorothee Thévenaz Gyga,

Lausanne (représentante d'Action de Carême)

Robert Unteregger, Thoun (BE)

Responsable au sein de la Conférence des évêques suisses :

Mgr Charles Morerod,

Évêque de Lausanne, Genève et Fribourg

La Conférence des évêques suisses finance un secrétariat à Fribourg pour le travail de la commission.

Wolfgang Bürgstein,

Secrétaire général de la commission (80%)

Activités

L'année 2020 a également été très particulière pour la commission Justice et Paix dont le coronavirus a influencé le travail :

- les échanges ont été exclusivement virtuels sauf pour une séance ;

Les manifestations publiques ont dû être annulées à cause des mesures prises contre le virus :

- un colloque avec la commission de bioéthique sur les aspects éthiques de la pandémie ;
- des auditions sur la finance durable dans les institutions ecclésiales.

La CES a suggéré de redéfinir l'avenir du travail structurel et thématique en éthique sociale ainsi que dans les commissions Justice et Paix et de bioéthique. Justice et Paix s'est impliqué dans le processus de consultation et a fourni un grand travail préparatoire.

Les tâches de la commission se subdivisent en trois domaines principaux :

1. travaux et représentations pour la Conférence des évêques suisses ;
2. travaux fixés par l'agenda politique ;
3. thèmes déterminés par la commission elle-même.

ad 1. Travaux et représentations pour la Conférence des évêques suisses :

- Victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance et placements extrafamiliaux : le travail de mémoire sur ce chapitre sombre de l'histoire suisse ne s'est pas refermé avec la Table ronde, à laquelle Wolfgang Bürgstein a participé au nom de la CES, ni avec l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril 2017, de la loi fédérale sur les mesures de coercition à des fins d'assistance et les placements extrafamiliaux antérieurs à 1981(LMCFA). Wolfgang Bürgstein est resté l'interlocuteur de l'Église catholique, en 2020, pour toutes les questions de documentation, de projets de film et de destins individuels.

- Sur mandat de la Conférence des évêques suisses, Wolfgang Bürgstein représente l'Église catholique au sein de la Commission fédérale contre le racisme (CFR). Le travail a porté, en 2020, sur les thèmes suivants :
 - la lutte contre les discours de haine et la discrimination raciale sur internet et dans les médias sociaux ;
 - la prévention dans les écoles/auprès des jeunes ;

- la prévention dans les médias et le monde politique ;
- l'analyse et la documentation : Tangram 44 « le racisme en 2020 » ;
- participation à la commission d'experts en soins palliatifs de la CES.

Seule une séance – coronavirus oblige – s'est tenue en 2020. Deux autres ont pu avoir lieu en ligne.

- Action œcuménique sur la journée des droits humains (10.12.) : Le sujet prévu sur « les droits humains et la responsabilité envers la création » n'a malheureusement pas pu être traité l'année dernière. Catholiques et réformés n'ont pas pu se mettre d'accord, pour plusieurs raisons, sur un texte commun de déclaration.

Autres collaborations :

- Alliance pour le Dimanche : divers communiqués de presse et diverses lettres aux membres de la CER-E contre une extension du travail dominical ;
(cf. <http://www.alliance-dimanche.ch/>)
- Cercle de discussion LifeSciences : les séances ont été annulées à cause du coronavirus ;
- Groupe spécialisé 1 « Services spécialisés/pastorale de la jeunesse/associations d'adultes au niveau national » (cofinancement CES-RKZ) ;
- Séances internes à la CES : direction administrative et direction élargie.

ad 2. Travaux fixés par l'agenda politique et les questions de politique sociale :

- prise de position / réponse à la consultation relative à l'initiative correctrice « Contre les exportations d'armes dans des pays en proie à la guerre civile » ;
- prise de position sur l'initiative de limitation « Pour une immigration modérée » ;
- prise de position éthique-sociale sur l'initiative « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement » (initiative sur les multinationales responsables IMR).

ad 3. Thèmes déterminés par la commission elle-même :

- initiative multinationales responsables et Églises pour multinationales responsables : la commission soutient l'initiative et est membre du mouvement « Église pour multinationales responsables » ;
- collaboration au sein du conseil du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) : création d'une institution nationale indépendante pour les droits humains INDH répondant aux Principes de Paris ;
- poursuite du travail sur « l'avenir de la sécurité sociale en Suisse » avec un accent sur les prestations complémentaires ;
- engagement dans la Conférence européenne des commissions Justice et Paix (JPE). Cela implique la participation active à la rencontre des secrétaires généraux européens, à des journées internationales d'étude et à une assemblée générale annuelle. Wolfgang Bürgstein fait en outre partie du groupe de travail « Migration » et assume une fonction de réviseur des comptes ;

La commission a pu compter une nouvelle fois, cette année, sur les connaissances et l'expertise de ses membres sur de nombreux sujets. Au vu des nombreuses questions sociétales ouvertes, des obligations internes et des maigres ressources, cela reste un défi constant de fixer des priorités sans se couper des débats sociétaux indispensables.

Un grand merci au secrétaire général et à tous les membres de la commission pour leur immense et précieux travail au service d'une Église vivante dans ce monde.

Publications

Toutes les prises de position, études, communiqués de presse et résultats des projets peuvent être consultés et téléchargés sur www.juspax.ch.